

Agression de Ludovic Pajot : la caste estime que c'est justice !



Le traitement médiatique de l'agression subie par le benjamin de l'Assemblée nationale, Ludovic Pajot, par trois personnes se réclamant antifas, dont une serait « défavorablement connue des services de police » (en général, on parle ainsi des islamo-racailles) est particulièrement révélateur des pratiques de ceux que nous appelons la collabosphère.

Nombre de titres d'articles remettent insidieusement en doute la réalité de l'agression, en écrivant que le député « affirme avoir été agressé », manière sournoise de laisser entendre qu'il ment peut-être.

Il est intéressant de comparer cette agression, apparemment mûrement préparée, d'un jeune garçon de 23 ans, à trois contre un, avec d'autres événements.

Commençons par Caroline Fourest, le jour où les Femen ont agressé, dans une provocation fort bien montée, forcément avec la complicité des forces de police, le cortège de Civitas. Alors que les manifestants étaient les agressés, et que Caroline Fourest, dépassant son rôle de journaliste, était forcément au courant du coup tordu qui se mettait en place, tous les plateaux de télévision furent mobilisés. Il paraîtrait que Caroline Fourest avait été sauvagement piétinée au sol par six nervis d'extrême droite en rangers. Et, miracle des miracles, sœur Caroline ne portait aucun hématome sur visage ! Et, nouveau miracle, aucun journaliste ne lui demandait par quel concours de circonstances invraisemblable cela était possible. La vaillante compagne de Fiametta Venner fit tous les plateaux télé durant 48 heures.

Continuons par Clément Méric, puisqu'on est dans la rubrique « antifas ». Aussi dramatique qu'ait été la fin de ce jeune homme de 18 ans, il n'a reçu qu'un seul coup de poing au visage, de la part d'Esteban, qu'il s'apprêtait à frapper par derrière. Toutes les sources de l'enquête expliquent que ce sont les jeunes gauchistes qui ont cherché le conflit avec des jeunes nationalistes, à cause de leur tenue.

On se souvient des conséquences : deux journées de folie médiatique, un sénateur de droite qui éclate en sanglots, de multiples faux-témoignages, racontant que les skins se seraient acharnés sur le malheureux Clément Méric à terre, le coup du retour des nazis en non-stop, les tentatives de récupération de Mélenchon-Corbière, à qui tous les journalistes donnaient la parole, la volonté de mêler Marine à cela... Tout cela pour un seul coup de poing, accidentel, à un garçon qui voulait frapper dans le dos !

Plus récemment, Nathalie Kosciusko-Morizet, entre les deux tours, affirma avoir été victime d'une violente agression d'un individu qui lui avait renvoyé ses tracts au visage. Le choc fut si terrible que la malheureuse aurait perdu connaissance durant 10 minutes. L'ensemble du monde politique, solidaire,

lui témoigna sa solidarité, et condamna le méchant agresseur, qui s'avéra être un homme de droite, maire d'une petite commune de province. Hospitalisée 24 heures, elle sortit de l'hôpital, sans le moindre hématome, elle non plus, et occupa les plateaux de télévision et la une des magazines people durant 48 heures, elle aussi. Ce qui ne l'empêcha pas de se faire réélire en beauté au 2e tour des législatives !

Ludovic Pajot n'aura pas droit, lui, à cette couverture médiatique. Il serait étonnant que le président de l'Assemblée lui adresse, ce mardi, à l'ouverture des travaux, le moindre message de solidarité. Il serait surprenant que les présidents de groupe parlementaire, Ferrand ou Mélenchon, avec des trémolos dans la voix, expliquent que quand un député de la République est attaqué, c'est toute la République qui est attaquée.

Les antifas, encore mouillés dans cette agression, ne seront pas dissous, contrairement à quatre groupuscules nationalistes qui, pourtant, n'avaient rien à voir avec la mort de Clément Méric.

Et il ne serait guère étonnant qu'au bar de l'Assemblée nationale, à l'abri des regards indiscrets, quelques députés Insoumis, communistes et socialistes, ne trinquent à la patate dans la gueule qu'a pris « le petit facho de Béthune ». Quant aux députés de droite, ils se tairont, de peur d'être qualifiés, comme Manuel Valls, de suppôts de l'extrême droite.

Bref, dans la France de Macron, quand un jeune garçon de 23 ans, député patriote, se fait péter la gueule, la caste politico-médiatique estime que c'est justice..

Paul Le Poulpe